

RIPOSTE dans les quartiers populaires

Le 10 juillet, un contrôle d'identité de trop à Vénissieux (69), le lendemain encore une interpellation à Villeurbanne. On n'en connaît ni les causes ni les conditions, seulement les conséquences : 3 nuits d'affrontements avec la police. Des centaines de flics (CRS, BAC, brigade canine...) sont déployés et tirent à tout va, gaz lacrymos et balles en caoutchouc, un jeune sera mis en GAV.

Le 18 Juillet, dans un quartier de Compiègne (60), deux flics veulent contrôler un jeune garçon qui circule à scooter. Sa mère et son frère s'interposent, soutenus par une quinzaine de personnes. Apeurés, les flics appellent des renforts, 2 personnes seront interpellées.

Le 19 Juillet, un couple de sans papiers kosovars refusant d'embarquer, étaient escortés par trois flics vers le centre de rétention de Metz (57). Sur le chemin, ils passent plusieurs coups de fils, communiquant dans leur langue maternelle. Lors d'une pause-pipi sur une aire d'autoroute, 4 de leurs amis les attendent, ils assomment l'escorte et s'enfuient avec l'homme.

Le 23 Juillet, trois jeunes hommes, mineurs, habitants du 93, circulent sur la fameuse promenade des anglais à Nice (06). Un arrêté municipal y interdit les torsos nus, deux CRS décident de les contrôler, mal leur en a pris : l'un des flics finit avec une fracture du poignet et les 3 vacanciers devant le juge pour enfants.

Le 31 Juillet à Saint Denis (93), cité des Francs Moisis, une patrouille de flics à moto veut contrôler un homme à scooter, plusieurs personnes présentes réagissent permettant à l'homme de s'enfuir. S'ensuit une altercation avec les flics, l'un d'eux tire plusieurs fois en l'air, semble-t-il.

Le 13 Août en fin d'après midi dans le quartier République à Avion (62), un jeune garçon

sur son scooter percute une voiture à l'arrêt, il est grièvement blessé. Une patrouille de police arrive sur les lieux et l'un des flics (« un bleu » veut l'excuser son collègue) lance à l'adresse des habitants : « Un de moins ! ». Du racisme ordinaire mais qui provoque la colère d'une centaine de jeunes gens ; deux nuits durant, ils brûlent des voitures, des poubelles et affrontent les policiers venus en renfort. 3 jeunes seront interpellés et condamnés à des TIG.

Le 30 Août à Mantes la Jolie (78) cette fois, une vingtaine de jeunes caillassent deux bus attirant ainsi la police sur place : ils leur lancent des pierres et un cocktail Molotov. 4 jeunes hommes ont été placés en GAV.

A Gennevilliers (92)... Un moteur de scooter a été jeté en direction des policiers dans la nuit du 30-31 août à la cité du Luth depuis le treizième étage. Quatre garde à vue, arrestations, pas de blessé du côté des « forces de l'ordre ». 32 caméras de vidéo-surveillance ont été installées depuis début Juillet à Besançon (25), le 2 Août, une première est caillassée avant même d'avoir été branchée et le 11 Août, 4 jeunes gens en démontent carrément une autre avant de partir avec.

Enfin, le copwatch a une fois de plus révélé son efficacité potentielle : une vidéo sur you tube (<http://www.youtube.com/watch?v=enV7lBDsMUI>), montrant les méthodes habituelles de la police (gazage, coups de matraque dans le ventre) provoquant l'évanouissement d'une femme, noire, qui cherchait à discuter l'interpellation de son ami à Joué les Tours (37) a été vue par deux millions de personnes et a frappé les esprits bien au delà du cercle des militants. Radios et Télévisions de masse ont même été contraintes d'aborder la question des violences policières.

<http://resistons.lautre.net/>

informations pratiques juridiques sur le délit d'outrage, l'aide juridictionnelle, les contrôles d'identité, réflexions, témoignages, mobilisations...

RESISTONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ET SECURITAIRES ENSEMBLE

Bulletin n°122 - septembre 2013

Recevoir ce bulletin par Internet : contact@resistons.lautre.net. Site internet : <http://resistons.lautre.net/>
Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

Papa, maman et le sorcier

Elle, c'est la gentille, tout en sourire et compréhension, lui, c'est le méchant, mâchoires serrées, censées faire viril. Vous les avez reconnus ? Non ? Mais, oui, vous y êtes ! Ce sont nos duettistes sécuritaire et judiciaire, Maman Taubira et Valls le Sorcier. Leur soi-disant duel a fini en eau de boudin... pourrie. Oui, les peines plancher de Sarkozy seront abolies, mais ça n'empêchera pas la « justice » et la police de continuer à frapper le pauvre, le basané, le Rrom, le sans-papiers... et à épargner les puissants. Oui, certaines peines de moins de 5 ans pourront être transformées en une « contrainte pénale », les prisons seront peut être en partie vidées mais les chaînes prendront d'autres formes, d'une modernité glaçante, à l'image de ces nouvelles prisons (construction prévue de 6500 nouvelles places) où « l'incitation au suicide (se fait) par la volonté affichée de le rendre impossible » (voir *Sur le Vif* RE120). C'est que Papa, le « président normal », veille à l'équilibre. Le Sorcier doit de son côté faire semblant de desserrer ses dents : désormais on pourra saisir en ligne la soi-disant « police des polices ». Remarquez, une bricole qui ne change pas : la police continuera d'enquêter sur

elle-même. Et l'Internet ? C'est super, on vous crève un œil avec un Flash-ball et désormais on vous permet d'économiser un timbre ou un ticket de métro et, cerise sur le gâteau, vous êtes automatiquement fiché. Pas de doute, derrière tout ce rideau de fumée, ils astiquent leurs matraques, ils chargent leurs Flash-balls... Retraites, chômage... une fois les patrons gavés, le pouvoir se prépare à frapper encore plus fort, au nom de la « sécurité ». Tous ensemble, Papa, Maman et le Sorcier.

Série noire en bleu marine

Le 18 juillet à St-Étienne (42), un couple veut quitter le parking d'un magasin, mais une femme, apparemment agacée par le voile de la passagère, les bloque et les agresse. Les flics appelés par le chauffeur se retournent contre lui, demandant quatre fois s'il fait le ramadan. Il leur répond qu'il ne leur demande pas s'ils vont à la messe le dimanche, et le voilà molesté et mis en garde-à-voir pour outrage et rébellion. Sorti avec 6 jours d'ITT, il a porté plainte...

Le 18 juillet toujours, à Toulouse (31), quartier Arnaud Bernard, les flics font une nouvelle

suite en page 2 >

descente dans une petite mosquée un homme leur demande la raison de leur venue. Un autre personne réagit et se prend deux tirs de flashball, il est embarqués pour outrage et rébellion. Et puis, le lendemain, à Trappes (78), le contrôle d'identité d'une femme portant le niqab dégénère : sa mère bousculée, son mari tabassé... Suivent des affrontements avec la police les 19, 20 et 21 juillet. Le premier soir, devant le commissariat un flic éborgne un jeune de 14 ans qui rentre des courses en lui tirant dessus deux fois au flashball. Il porte plainte contre X pour « tentative de meurtre aggravée », « injure publique » pour appartenance religieuse (dans les jours suivants des flics à côté d'une mosquée auraient demandé à des passants s'il n'avaient pas trouvé un « œil musulman »), et contre un flic qui a écrit sur Facebook : « *il aura plus qu'un œil pour pleurer* ». Le réseau Copwatch Nord-Ile-de-France a d'ailleurs publié la prose policière produite sur Facebook durant ces trois jours sur <https://copwatchnord-idf.info/?q=node/209>

Et puis, le 12 août, à Trappes encore, deux jeunes arrachent le voile d'une jeune fille, l'insultent, l'isolent, la frappe. Très vite elle se plaint à ses ami-e-s de la pression de la police qui la convoque au commissariat directement par téléphone (ainsi que des amies proches) et remet vigoureusement en cause son récit. Le 26 août elle se jette du quatrième étage de son immeuble après avoir envoyé un texto à ses proches, qui dit entre autres : « *J'ai plus espoir, on cherche à m'enfoncer mais je suis à bout. Le commissaire, j'ai l'impression qu'il fait tout pour pas m'aider.* » Heureusement elle a pu être sauvée.

> CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

Décès d'un homme... après avoir été interpellé et blessé par balle par des gendarmes le 31 juillet dernier à Biscarrosse (40). L'homme qui circulait sur un scooter déclaré volé aurait menacé un des gendarmes avec un tournevis

Répression sur le D.A.L 33 À Bordeaux (33), le 18 juillet, dans le cadre d'une plainte contre X pour violation de domicile et dégradation, quatre membres du D.A.L 33 ont été perquisitionnés à 7h du matin. Au cours de cette perquisition, ordinateurs, disques durs, téléphones et documents ont été saisis. Aucune charge n'ayant été retenue, ils sont ressortis libres du commissariat 12h plus tard. Tandis que l'Etat s'évertue à criminaliser les solidarités, les familles demandant asile sont à la rue, les squats se font de partout violemment expulser. Et la police... toujours au service de l'injustice et de la terreur... <http://dal33.over-blog.com/>

À Villemomble (93), la police travaille... Le mardi 25 juin, quartier des Marnaudes, Makan Kebe - simple passant - et son frère Mohamed - venu à son secours - sont violemment interpellés - coups, tir de flash-ball dans la tête etc. - par les forces de police qui poursuivent une poignée d'ados s'amusant à scooter. Leur mère a aussi perdu son œil gauche suite au tir par la police d'une grenade « dispersante » à fragmentation (dite de « désencerclement », elle projette des billes de caoutchouc et des éclats métalliques en explosant). Vidéo et décryptage sur <https://copwatchnord-idf.info/?q=node/213>. Un comité de soutien s'est formé autour de la famille Kebe, appelant à l'organisation collective. Infos, appel au don, pétition : veriteetjusticepourkebe.wordpress.com, contact : veriteetjusticepourkebe@gmail.com.

> Sur le vif Voici l'histoire de X., tabassé par la police ou la banalité de la férocité de l'État

Au fil de la soirée, le quartier se vide, vers 3h du matin, un groupe d'amis dont X. fait partie, composé en grande partie de basanés tentent de calmer une altercation dans la rue. Surgissent des hommes qui selon les témoins surveillaient la scène depuis un moment... à lire sur : <http://creatoulouse.squat.net/voici-lhistoire-de-x-tabasse-par-la-police-ou-la-banalite-de-la-ferocite-de-letat/>

La prison tue Fin juillet, au centre pénitentiaire de Gasquinoy, à Béziers (34), après une chute dans les escaliers en sortant du bureau du juge, un détenu est conduit à l'hôpital pour quelques points de sutures sans examen complémentaire. Le soir il se plaint de la tête, et malgré les appels à l'aide de son compagnon de cellule, les surveillants n'auront aucune réaction. Il ne passera pas la nuit, victime d'un hématome sous-dural, selon l'autopsie.

Mutineries en détention Le 1 août, quelques dizaines de prisonniers du centre de détention de Bourg-en-Bresse (01) se révoltent en réaction à une interdiction du port du short durant le sport. En fait, c'est la goutte de trop pour les prisonniers à bout face à la sévérité du juge d'application des peines local, les pressions des geôliers etc. Graffitis les dénonçant, caméras de surveillance détruites... les détenus ont saccagé un secteur de la prison avant l'intervention des ERIS. À lire quelques infos de l'intérieur : <http://paris.indymedia.org/spip.php?article14017> Lundi 19 août, à la maison d'arrêt de Blois (41) apprenant la mort d'un prisonnier dans sa cellule le matin même une soixantaine de détenus ont d'abord refusé de remonter de promenade avant de retourner une partie de la taule. L'homme a été pris de malaise la veille dans sa cellule. Il a longtemps frappé à la porte appelant au secours, sans résultat selon son co-détenu.

Le lendemain 20 août au centre pénitentiaire de Château-dun (28), plusieurs dizaines de détenus ont escaladé les grillages de la cour de promenade en direction du poste sécurisé d'où est commandé le système informatique du centre. Après avoir tenté de l'incendier ils ont gagné les toits. Le 21 août les détenus ont remis ça.

Ô les belles Vers deux heures du matin le 30 au 31 août, zone 3 du camp de rétention de Vincennes, onze sans-papiers ont découpé un grillage qui les séparait du bois où ils se sont dispersés sans être repris (ces camps n'étant que des prisons « administratives », la préfecture de police ne peut poursuivre les fugitifs au pénal au motif de l'évasion si elle les capture, mais se rattrape en général à coups d'« outrage », « rébellion » et « violence à agent »). C'est la cinquième et la plus massive évasion de ce camp dans les huit derniers mois.



Nouveau numéro de l'Envolée

Le numéro 36 du journal anti-carcéral est sorti. Avec des courriers parvenus des prisons Mont-de-Marsan, Laon, Rennes, Bapaume, Réau, Seysses, Neuvic... avec une rapide analyse de ce qu'on a baptisé « le printemps français des matons »... contacts <http://lenvolee.net/> ou contact@lenvolee.net

Christine a été transféré à Sequedin

où se poursuit son bras de fer avec l'administration pénitentiaire. Pour plus d'infos, lire ses lettres témoignage de l'intérieur : <http://rebellyon.info/Christine-Transfert-a-Sequedin.html>. Le jeudi 19 septembre à 13h30, aura lieu le report de son procès au TGI d'Arras (place des États Artois). Soyons nombreux ce jour là ! Pour lui écrire : Christine RIBAILLY, écrou 24192, MAF - QD, BP179, 59482 SEQUEDIN cedex.

Filature mode d'emploi

Le petit guide de la police et la gendarmerie sur les filatures déniché par copwatch nord-idf. À télécharger sur : <https://copwatchnord-idf.info/?q=node/212>

Appel international à mobilisation contre le procès de Sonja Suder

extradée avec Christian de France en 2011, elle est toujours en prison. Agée de 80 ans, plus de 35 ans après les faits, accusée d'avoir appartenu aux Cellules Révolutionnaires... Plus d'info : <http://paris.indymedia.org/spip.php?article14035>

Face à la vidéosurveillance

<http://www.sous-surveillance.net> - un an et toutes ses dents contre le flicage généralisé.

Pétition du 9^{ème} collectif des sans papiers

contre l'atteinte au droit de manifester, pour le déblocage des dossiers des sans-papiers ! à signer sur : <http://www.medialternative.fr/campagne/pour-le-deblocage-des-dossiers-des-sans-papiers>